

F34A1
C33
2008/09
2,2
QL
P. gouv.

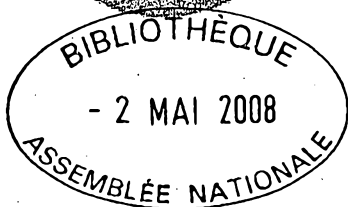
Ministère de la Famille
et des Aînés

Étude des crédits 2008-2009

Renseignements particuliers –
2^e groupe de l'Opposition

Volet Famille

Avril 2008



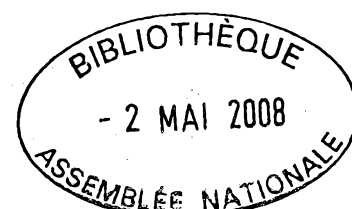
Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

Demandes de renseignements particuliers du 2^e groupe d'Opposition

Volet Famille

#	Demande de renseignements particuliers	
1	Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003.	1
2	Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003.	2
3	Nombre de places récupérées par type de service de garde depuis 2003.	3
4	Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.	4
5	Pour l'année 2007-2008 – Pour les centres de la petite enfance : a. coût de l'annualisation des places créées en 2007-2008; b. coût du développement de places en 2007-2008; c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale); d. équité salariale.	5
6	Pour l'année 2007-2008 – Pour les bureaux coordonnateurs : a. coût de l'annualisation des places créées en 2007-2008; b. coût du développement de places en 2007-2008; c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale); d. équité salariale.	6
7	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2006-2007 et 2007-2008.	7
8	Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2004-2005 à 2007-2008.	8
9	Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 trié par région.	9
10	Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 trié par région.	11
11	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) : a. Personnel éducateur formé b. Personnel éducateur non formé c. Commis-comptable d. Secrétaire-comptable e. Secrétaire f. Cuisinier et responsable de l'alimentation g. Préposé à l'entretien ménager h. Conseiller pédagogique i. Gestionnaire de niveau 1 j. Gestionnaire de niveau 2 k. Gestionnaire de niveau 3 l. Aide-éducatrice m. Agent de soutien pédagogique; n. Agent de conformité.	12



12	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :	13
	a. Personnel éducateur formé	
	b. Personnel éducateur non formé	
	c. Commis-comptable	
	d. Secrétaire-comptable	
	e. Secrétaire	
	f. Cuisinier et responsable de l'alimentation	
	g. Préposé à l'entretien ménager	
	h. Conseiller pédagogique	
	i. Gestionnaire de niveau 1	
	j. Gestionnaire de niveau 2	
	k. Gestionnaire de niveau 3	
	l. Aide-éducatrice	
	m. Agent de soutien pédagogique;	
	n. Agent de conformité.	
13	Bilan et coûts de l'application de la loi 124. Tous documents, notes, états de situation, rapports concernant l'application de la loi.	14
14	Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2006-2007 et 2007-2008 ventilé par région.	15
15	Nombre de poupons dans les services de garde en 2006-2007, 2007-2008 ventilé par région.	16
16	Nombre de places à temps partiel dans les services de garde en 2006-2007, 2007-2008 ventilé par région.	17
17	Nombre de places en milieu de travail et d'études en 2006-2007, 2007-2008 ventilé par région.	18
18	Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de service de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études.	19
19	Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2008 et prévisions pour 2008-2009.	20
20	Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2003, 2004 et les prévisions pour 2005.	21
21	État de situation au sujet du développement de politique familiale au sein des municipalités.	22
22	Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-Municipalités (TQM) relatifs à la politique familiale.	23
23	Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'ententes spécifiques.	24
24	Copie de tous documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en œuvre d'une politique de conciliation travail-famille.	25

25	Ventilation des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants :	26
	a) personne vivant seule;	
	b) couple;	
	c) famille monoparentale;	
	d) famille biparentale;	
	e) définition du concept «revenu d'emploi» pour le programme;	
	f) définition du concept «lien d'emploi» pour le programme.	
26	Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.	27
27	État de situation sur le financement global des immobilisations.	28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

001

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP1

Titre

Taux d'occupation dans les services de garde depuis 2003.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2006-2007. Les données pour 2007-2008 seront disponibles à partir de décembre 2008.

Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2006-2007			
Année financière	CPE	Milieu familial	Garderies subventionnées
2003-2004	93,83 %	79,26 %	98,22 %
2004-2005	94,44 %	81,83 %	98,00 %
2005-2006	94,43 %	84,17 %	98,93 %
2006-2007	95,13 %	83,17 %	98,57 %
2007-2008	Non disponible	Non disponible	Non disponible

Le taux d'occupation représente la proportion des places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2006-2007 :

$$\frac{\text{Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents}}{(\text{nombre de places subventionnées annualisé} \times 260^1 \text{ jours})}$$

Les enfants ne sont pas nécessairement présents à chacun des jours d'occupation prévus à l'entente de service en raison notamment des vacances et des maladies.

La subvention du Ministère est calculée sur la base des jours d'occupation.

¹ Le nombre de places subventionnées est multiplié par 217 jours pour les bureaux coordonnateurs puisqu'ils ont été créés en juin 2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 1er avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

002

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP2

Titre

Taux de présence réelle dans les services de garde depuis 2003.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2006-2007. Les données pour 2007-2008 seront disponibles à partir de décembre 2008.

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2003-2004 à 2006-2007			
Année financière	CPE	Milieu familial	Garderies subventionnées
2003-2004	82,31 %	88,95 %	87,86 %
2004-2005	81,81 %	88,69 %	87,89 %
2005-2006	81,65 %	88,18 %	87,88 %
2006-2007	80,39 %	87,00 %	86,55 %
2007-2008	Non disponible	Non disponible	Non disponible

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1er avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP3

Titre

Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région.

Exposé et statistiques

Aucune place n'a été récupérée dans le cadre de la normalisation des places à contribution réduite en 2007-2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

004

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP4

Titre

Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.

Exposé et statistiques

Aucune place n'a été récupérée dans le cadre de la normalisation des places à contribution réduite en 2007-2008

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP5

Titre

Pour l'année 2007-2008 – Pour les centres de la petite enfance :

- a. coût de l'annualisation des places créées en 2007-2008;
- b. coût du développement de places en 2007-2008;
- c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d. équité salariale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. Coût de l'annualisation des places créées en 2007-2008 :

C'est en 2008-2009 que l'annualisation des places créées en 2007-2008 aura un impact budgétaire.

- b. Coût du développement de places en 2007-2008 : 6,1 M\$

- c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Les barèmes des frais généraux et des frais de garde et d'éducation ont bénéficié d'une augmentation de 10,6 M\$ en 2007-2008 pour le financement des avancements d'échelons du personnel.

- d. Équité salariale :

Les barèmes des frais généraux et des frais de garde et d'éducation ont bénéficié d'une augmentation de 13,4 M\$ en 2007-2008 pour les ajustements reliés à la démarche d'équité salariale.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 6 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP6

Titre

Pour l'année 2007-2008 – Pour les bureaux coordonnateurs :

- a. coût de l'annualisation des places créées en 2007-2008;
- b. coût du développement de places en 2007-2008;
- c. indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d. équité salariale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. Coût de l'annualisation des places créées en 2007-2008 :

C'est en 2008-2009 que l'annualisation des places créées en 2007-2008 aura un impact budgétaire.

- b. Coût du développement de places en 2007-2008 : 18 900 \$

- c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) :

Dès leur création le 1^{er} juin 2006, le budget de fonctionnement des BC a été établi en utilisant l'échelon maximum des échelles salariales de chacune des catégories d'emploi. Il n'y a donc pas d'indexation du budget de fonctionnement basé sur cette variable.

- d. Équité salariale : 0,7 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 6 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 7

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2006-2007 et 2007-2008.

PLAINTES REÇUES À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE AVEC PERMIS ET DU MILIEU FAMILIAL

Service de garde éducatif et milieu familial Plaintes reçues								
Catégories	2006-2007				2007-2008			
	CPE	ME	Gard	Total	CPE	ME	Gard	Total
Accessibilité et continuité des services								
Expulsion	18	25	24	67	30	36	52	118
Liste d'attente	20	5	4	29	30	4	7	41
Refus d'accès	11	4	15	30	6	8	8	22
Total catégorie	49	34	43	126	66	48	67	181
Fonctionnement administratif								
Aspects Financiers	36	24	37	97	31	29	32	92
Comité de parents	0	0	20	20	0	0	19	19
Conseil d'administration	89	19	0	108	85	26	0	111
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	6	5	7	18	0	1	6	7
Mandats du BC	10	189	0	199	0	166	0	166
Permis	0	0	6	6	8	1	9	18
Programme d'activités	7	12	32	51	10	6	31	47
Programme Places contribution réduite	74	30	813	917	26	34	286	346
Régie interne	51	6	47	104	36	7	38	81
Total catégorie	273	285	962	1520	196	270	421	887
Personne en relation avec un service de garde								
Autre personne reliée à un service de garde en installation	6	0	8	14	4	0	7	11
Autre personne reliée à un service de garde en milieu familial	0	9	0	9	0	13	0	13
Éducateur	75	0	107	182	74	0	92	166
Gestionnaire	98	33	95	226	72	28	92	192
Responsable service de garde en milieu familial	0	93	0	93	0	103	0	103
Total catégorie	179	135	210	524	150	144	191	485
Santé et sécurité des enfants								
Accident ou maladie	13	0	15	28	16	2	14	32
Alimentation	18	6	109	133	29	10	83	122
Appareils de jeux et cour extérieure	12	2	17	31	11	3	27	41
Équipement	2	0	15	17	4	4	21	29
Hygiène	16	4	71	91	24	3	61	88
Locaux	20	4	45	69	15	4	42	61
Médicaments	2	0	2	4	0	0	5	5
Produits d'entretien et produits toxiques	1	0	4	5	1	1	0	2
Ratios	19	4	87	110	31	4	69	104
Total catégorie	103	20	365	488	131	31	322	484
Total des catégories	604	474	1580	2658	543	493	1001	2037

PLAINTES REÇUES À L'ÉGARD DE SERVICES DE GARDE SANS PERMIS

Sans permis Plaintes reçues						
Plaintes	2006-2007			2007-2008		
	Milieu familial	Installation	Total	Milieu familial	Installation	Total
Sans permis en milieu familial	83	---	83	140	---	140
Sans permis en installation	---	65	65	---	69	69
Santé et sécurité	26	9	35	52	15	67
Utilisation du mot « garderie »	4	1	5	12	5	17
Comportements inappropriés ou dangereux	10	0	10	17	2	19
Total	123	75	198	221	91	312

SOURCE : Bureau des plaintes -- 7 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint -- 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP8

Titre
Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2004-2005 à 2007-2008.

Exposé et statistiques								
Type d'infraction	Nombre d'infractions							
	Centres de la petite enfance				Garderies			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Vérification de l'absence d'empêchement du personnel du service de garde	74	177	121	53	77	113	120	69
Cours de premiers soins	49	138	95	43	60	86	46	64
Ratio éducateur/enfants non conforme	2	6	4	3	17	11	7	15
Qualification du personnel	11	35	35	24	74	56	23	48
Aires de jeu intérieures non conformes	36	53	58	25	14	20	12	13
Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	52	107	133	110	29	59	67	76
Locaux équipés	66	109	126	112	51	76	91	122
Maintien des locaux propres	73	153	194	172	48	85	96	120
Sécurité des appareils de jeux extérieurs selon cinq éléments de la règle ACNOR	49	362	137	116	33	141	52	65
Mécanismes d'accès pour contrôler l'accès aux locaux où sont gardés les enfants	20	21	15	0	9	12	9	1
Liste des numéros de téléphone	30	43	41	17	29	44	41	42
Affichage du menu hebdomadaire	34	75	87	116	38	60	49	92
Médicaments (autorisation pour administration de médicaments, personne désignée, identification des médicaments et leur entreposage, maintien d'un registre pour l'administration des médicaments)	278	511	615	482	163	342	317	383
Étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	107	229	269	211	80	130	145	164
Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remise au parent lorsque le service n'était plus requis)	60	171	162	112	57	94	101	109
Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	20	63	81	63	41	67	76	86
Dossier parental conservé à l'établissement non conforme	86	178	118	83	44	114	88	69
Article de la loi touchant la santé et la sécurité des enfants	8	76	30	2	14	30	19	0
Comité de parents absent ou non conforme	S/O	S/O	S/O	S/O	32	139	38	53

SOURCE : Direction de la planification et du soutien à la gestion – 1^{er} avril 2008
 COLLABORATION :
 VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP9

Titre

Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 trié par région.

Exposé et statistiques

Le Ministère n'est pas en mesure de faire des projections des déficits d'opération pour les années 2007-2008 et 2008-2009. Ces données seront connues respectivement à partir de décembre 2008 et décembre 2009.

CPE ayant terminé l'une des années financières 2005-2006 et 2006-2007 avec un déficit d'opération			
Région administrative		2005-2006	2006-2007
01	Bas-St-Laurent	8	8
02	Saguenay - Lac-St-Jean	6	6
03	Capitale Nationale	38	20
04	Mauricie	14	10
05	Estrie	14	9
06	Montréal	125	59
07	Outaouais	14	9
08	Abitibi - Témiscamingue	11	12
09	Côte-Nord	11	6
10	Nord-du-Québec	8	4
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	4	2
12	Chaudière-Appalaches	15	12
13	Laval	12	11
14	Lanaudière	7	4
15	Laurentides	15	9
16	Montérégie	53	24
17	Centre-du-Québec	7	5
Ensemble du Québec		362	210

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1er avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

011

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP10

Titre

Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 trié par région.

Exposé et statistiques

Les bureaux coordonnateurs ont été créés le 1er juin 2006. Les données les concernant ne sont donc effectives qu'à partir de l'année financière 2006-2007.

Le Ministère n'est pas en mesure de faire des projections des déficits d'opération pour les années 2007-2008 et 2008-2009. Les données concernant ces années ne seront disponibles qu'en décembre 2008 et décembre 2009.

Bureaux coordonnateurs ayant terminé l'année financière 2006-2007 avec un déficit d'opération		
Région administrative		2006-2007
01	Bas-St-Laurent	-
02	Saguenay - Lac-St-Jean	-
03	Capitale Nationale	-
04	Mauricie	-
05	Estrie	1
06	Montréal	1
07	Outaouais	1
08	Abitibi - Témiscamingue	-
09	Côte-Nord	1
10	Nord-du-Québec	1
11	Gaspésie - Îles-de la-Madeleine	2
12	Chaudière-Appalaches	2
13	Laval	-
14	Lanaudière	-
15	Laurentides	-
16	Montréal	-
17	Centre-du-Québec	2
Ensemble du Québec		11

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint, 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP11

Titre

1. Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :
 - a. Personnel éducateur formé;
 - b. Personnel éducateur non formé;
 - c. Commis-comptable;
 - d. Secrétaire-comptable;
 - e. Secrétaire;
 - f. Cuisinier et responsable de l'alimentation;
 - g. Préposé à l'entretien ménager;
 - h. Conseiller pédagogique;
 - i. Gestionnaire de niveau 1;
 - j. Gestionnaire de niveau 2;
 - k. Gestionnaire de niveau 3;
 - l. Aide-éducatrice;
 - m. Agent de soutien pédagogique;
 - n. Agent de conformité;

Exposé et statistiques

En 2006-2007, il y a 19 824 postes à temps plein dans les centres de la petite enfance et 853 dans les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial. On estime qu'en 2007-2008, il y aura environ 20 146 postes à temps plein dans les CPE, soit une augmentation d'environ 1,6 %.

La classification des emplois est déterminée selon les catégories convenues au Guide administratif concernant la classification et la rémunération du personnel salarié des services de garde.

ETC	CPE			BC		CPE & BC	
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2006-2007	2007-2008	2006-2007	2007-2008
Éducatrice qualifiée	11 116	11 367	11 551	-	-	11 367	11 551
Éducatrice non qualifiée	4 532	4 251	4 320	-	-	4 251	4 320
Gestionnaire niveau 3	808	708	719	90	90	798	809
Gestionnaire niveau 2	714	566	575	71	71	637	646
Gestionnaire niveau 1	769	406	413	46	46	452	459
Commis comptable ou secrétaire comptable	444	289	294	100	100	389	394
Secrétaire-réceptionniste	142	100	102	37	37	137	139
Adjointe administrative	n/d	119	121	24	24	143	145
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	575	220	224	300	300	520	524
Agente de conformité	n/d	34	35	185	185	219	220
Aide-éducatrice	n/d	202	205	-	-	202	205
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 182	1 168	1 187	-	-	1 168	1 187
Préposée	321	394	400	-	-	394	400
	20 603	19 824	20 146	853	853	20 677	20 999

Il n'est pas possible de déterminer les prévisions pour 2008-2009.

ETC = 1 664 heures/année pour les éducatrices et 1 825 heures/année pour les autres personnels.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 2008-04-04

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP12

Titre

Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants (CPE et Bureaux coordonnateurs) :

- | | |
|--|----------------------------------|
| a. Personnel éducateur formé; | h. Conseiller pédagogique; |
| b. Personnel éducateur non formé; | i. Gestionnaire de niveau 1; |
| c. Commis-comptable; | j. Gestionnaire de niveau 2; |
| d. Secrétaire-comptable; | k. Gestionnaire de niveau 3; |
| e. Secrétaire; | l. Aide-éducatrice; |
| f. Cuisinier et responsable de l'alimentation; | m. Agent de soutien pédagogique; |
| g. Préposé à l'entretien ménager; | n. Agent de conformité; |

Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération totale par catégorie inscrite aux rapports financiers des CPE et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial par le nombre d'ETC. Les estimations pour 2007-2008 incluent la progression liée au changement d'échelon, l'augmentation de 2 % au 1^{er} avril 2007 et l'ajustement d'équité salariale.

Catégorie d'emploi selon le Guide de classification	Salaire moyen annuel				
	CPE			BC	
	2005-2006	2006-2007	2007-2008 (estimation)	2006-2007	2007-2008 (estimation)
Personnel éducateur qualifié	27 518 \$	28 324 \$	29 929 \$	n/a	n/a
Personnel éducateur non qualifié	22 742 \$	23 293 \$	24 858 \$	n/a	n/a
Adjointe administrative	n/a	34 497 \$	36 009 \$	35 790 \$	37 072 \$
Commis comptable ou secrétaire-comptable	27 557 \$ 29 913 \$	29 016 \$	29 987 \$	28 690 \$	29 658 \$
Secrétaire-réceptionniste	25 311 \$	24 922 \$	26 117 \$	25 034 \$	26 152 \$
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	27 048 \$	27 759 \$	28 954 \$	n/a	n/a
Préposée	22 687 \$	22 627 \$	23 100 \$	n/a	n/a
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	34 007 \$	34 868 \$	36 545 \$	34 541 \$	36 265 \$
Gestionnaire de niveau 1	36 007 \$	37 335 \$	38 540 \$	37 591 \$	38 895 \$
Gestionnaire de niveau 2	45 733 \$	47 347 \$	49 478 \$	43 440 \$	45 395 \$
Gestionnaire de niveau 3	55 099 \$	55 523 \$	58 022 \$	44 479 \$	46 481 \$
Aide-éducatrice	n/d	24 315 \$	25 722 \$	n/a	n/a
Agente de conformité	n/d	n/a	n/a	31 415 \$	33 007 \$

Il n'est pas possible de déterminer les prévisions pour 2008-2009.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 4 avril 2008

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 9 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP13

Titre

Bilan et coûts de l'application de la loi 124. Tous documents, notes, états de situation, rapports concernant l'application de la loi.

Exposé et statistiques

L'entrée en vigueur de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance a notamment donné lieu à la création des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC).

La rationalisation qui a résulté du regroupement des places en milieu familial parmi 165 BC plutôt que parmi 894 CPE a généré une économie récurrente de l'ordre de 50 M\$.

La restructuration de la coordination de la garde en milieu familial a permis aux RSG une plus grande place dans la gestion de ces organisation en leur accordant au moins une place au sein du conseil d'administration et en soutenant la création, au sein de chaque bureau coordonnateur, d'un comité consultatif de RSG qui est consulté sur les aspects qui touchent la gestion des services de garde en milieu familial.

Une évaluation des bureaux coordonnateurs est actuellement en cours, le rapport d'évaluation est attendu au début de l'automne 2008.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 5 avril 2008

COLLABORATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 9 avril 2008

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 9 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP14

Titre

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2006-2007 et 2007-2008 ventilé par région.

Exposé et statistiques

Le tableau présente le nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2006-2007. Il s'agit d'enfants de 0 à 59 mois et de 60 mois et plus. Les données pour 2007-2008 seront disponibles à partir de décembre 2008.

Nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2006-2007		
Région administrative		2006-2007
01	Bas-St-Laurent	81
02	Saguenay - Lac-St-Jean	117
03	Capitale Nationale	398
04	Mauricie	68
05	Estrie	143
06	Montréal	867
07	Outaouais	102
08	Abitibi - Témiscamingue	29
09	Côte-Nord	19
10	Nord-du-Québec	33
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	34
12	Chaudière-Appalaches	177
13	Laval	180
14	Lanaudière	257
15	Laurentides	245
16	Montréal	753
17	Centre-du-Québec	82
Ensemble du Québec		3 587

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP15

Titre

Nombre de poupons dans les services de garde en 2006-2007 et 2007-2008 ventilé par région.

Exposé et statistiques

Le tableau présente le nombre de poupons accueillis dans les services de garde en 2006-2007. Les données pour 2007-2008 seront disponibles en décembre 2008.

Nombre de poupons dans les services de garde en 2006-2007 par région administrative		
Région administrative		2006-2007
01	Bas-St-Laurent	754
02	Saguenay - Lac-St-Jean	1 258
03	Capitale Nationale	2 495
04	Mauricie	934
05	Estrie	1 389
06	Montréal	6 396
07	Outaouais	1 633
08	Abitibi - Témiscamingue	695
09	Côte-Nord	374
10	Nord-du-Québec	267
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	311
12	Chaudière-Appalaches	1 808
13	Laval	1 537
14	Lanaudière	1 664
15	Laurentides	1 996
16	Montréal	5 668
17	Centre-du-Québec	957
Ensemble du Québec		30 136

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP16

Titre

Nombre de places à temps partiel dans les services de garde en 2006-2007, 2007-2008 ventilé par région.

Exposé et statistiques

Les données proviennent de l'analyse des rapports d'activités transmis par les services de garde. Les dernières disponibles portent sur l'exercice 2004-2005.

ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DES SERVICES DE GARDE AYANT OFFERT DE LA GARDE À TEMPS PARTIEL DE 1998 À 2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
CPE	67,0	63,2	45,8	46,9	46,0	45,8	67,9	70,9
GARDERIES	53,9	47,2	21,5	19,6	14,9	36,1	34,8	36,2
SERVICES DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL	--	--	56,8	50,6	51,2	52,6	58,5	72,1

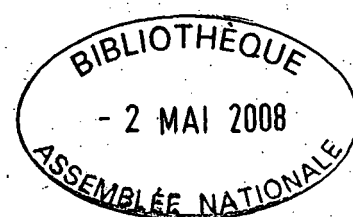
DISTRIBUTION DU NOMBRE DE CPE, DE GARDERIES ET DE MILIEUX FAMILIAUX AINSI QUE DU NOMBRE D'ENFANTS BÉNÉFICIAIRE DE LA GARDE À TEMPS PARTIEL, SELON LA RÉGION, EN 2004-2005

RÉGION	CPE		Garderies		Milieu familial	
	Nombre	Enfants	Nombre	Enfants	Nombre	Enfants
01 Bas-St-Laurent	31	600	0	0	21	785
02 Saguenay-Lac-St-Jean	41	791	4	29	34	691
03 Capitale-Nationale	111	1 556	22	173	79	901
04 Mauricie	46	899	4	68	29	894
05 Estrie	60	1 007	2	8	43	766
06 Montréal	136	1 046	69	713	71	425
07 Outaouais	18	153	3	36	29	274
08 Abitibi-Témiscamingue	22	504	1	4	16	583
09 Côte-Nord	16	142	0	0	12	184
10 Nord-du-Québec	12	183	0	0	4	79
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16	167	1	12	8	185
12 Chaudière-Appalaches	64	1 049	10	115	43	980
13 Laval	25	198	13	140	29	176
14 Lanaudière	52	1 053	20	224	36	668
15 Laurentides	58	779	4	56	41	807
16 Montérégie	148	1 860	35	394	117	1 424
17 Centre-du-Québec	32	667	4	51	21	545
TOTAL	888	12 654	192	2 023	633	10 367

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 8 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008



ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 17

Titre

Nombre de places en milieu de travail et d'études en 2006-2007, 2007-2008 ventilé par région.

Exposé et statistiques

Régions	Nombre de places 2006-2007	Nombre de places 2007-2008
Bas-St-Laurent	128	128
Saguenay/Lac-St-Jean	300	300
Capitale nationale	2016	2016
Mauricie	1247	1247
Estrie	554	554
Montréal	5269	5269
Outaouais	779	779
Abitibi	641	641
Côte-Nord	57	57
Nord-du-Québec	194	194
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	62	62
Chaudière-Appalaches	496	496
Laval	596	596
Lanaudière	901	901
Laurentides	563	563
Montréal	2375	2473
Centre-du-Québec	517	517
TOTAL	16 695	16 793

SOURCE : Équipe de gestion de projets et pilotage – 5 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 5 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP18

Titre

Tous documents, notes, rapports, états de situation sur les besoins en matière de services de garde des familles immigrantes et les coûts liés à ces études

Exposé et statistiques

Le ministère de la Famille et des Aînés n'a conduit aucune étude sur la situation des besoins en matière de services de garde des familles immigrantes.

Par ailleurs, dans le cadre du développement des places additionnelles, le Ministère a conclu une entente avec chacune des Conférences régionales des élus afin qu'elles produisent un Plan régional d'accessibilité aux services de garde qui doit notamment contenir une analyse des besoins particuliers des familles de leur région.

La CRÉ de Montréal devrait vraisemblablement faire état de la situation et des besoins des familles immigrantes de son territoire.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

020

de fiche : RP19

Titre

Estimation des besoins à combler, en matière de places par région, pour les enfants de 0 à 4 ans, au 31 mars 2008 et prévisions pour 2008-2009

Modèle d'estimation des besoins de places en services de garde

Les besoins à combler, en matière de places par région pour les enfants de 0 à 4 ans, sont établis à l'aide d'un modèle d'estimation des besoins en matière de services de garde qui comporte cinq variables :

- le nombre d'enfants de 0 à 4 ans;
- le taux global d'activité des parents;
- les préférences des parents en matière de services de garde;
- l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde;
- l'équivalence en places à temps complet.

La variable 1 - le nombre d'enfants de 0 à 4 ans

Les perspectives démographiques du Québec illustrent que le nombre d'enfants âgés de 0 à 4 ans augmentera constamment entre 2008 et 2011, passant de 375 773 à 376 510 enfants

La variable 2 - le taux global d'activité des parents

Le taux global d'activité de la mère ou du parent seul augmente selon l'âge de l'enfant. Ainsi, le taux global d'activité du parent est de 64 % lorsque l'enfant a moins de un an alors qu'il atteint 74,6 % dans le cas du parent d'un enfant âgé entre 3 et 4 ans

La variable 3 - les préférences des parents en matière de services de garde

L'Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde réalisée en 2005 par l'Institut de la statistique du Québec démontre que la préférence des parents pour la garde régulière en CPE ou garderie augmente avec l'âge de leur enfant, passant ainsi de 17,8 % lorsque ce dernier a moins de un an à 58,3 % s'il est âgé de 4 ans.

Les variables 4 et 5 - l'augmentation potentielle de la clientèle des services de garde et l'équivalence en places à temps complet

L'Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde permet de voir une augmentation de la clientèle des services de garde tandis que les rapports d'activités soumis par les services de garde précisent la fréquentation des enfants ce qui permet de tenir compte du fait que tous les enfants n'ont pas besoin d'une place à temps plein dans un service de garde.

Prévisions pour les années 2008 à 2012

Ces variables permettent d'estimer les besoins de places en services de garde à 220 000 places en 2012.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008

COLLABORATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 10 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP 20

Titre

Nombre de ménages qui ont bénéficié du Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2003, 2004 et les prévisions pour 2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La ventilation demandée sera fournie par le ministère des Finances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

022

RP21

Titre

État de situation au sujet du développement de politique familiale au sein des municipalités

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis 2002-2003, le ministère de la Famille et des Aînés dispose d'un programme visant à offrir aux municipalités et aux MRC intéressées un soutien financier lié à l'élaboration ou à la révision de leur politique familiale.

Le Ministère finance les projets en fonction du nombre d'habitants sur le territoire et paye 50 % des coûts admissibles.

Le Ministère a autorisé 248 projets depuis le lancement du programme en 2002, pour un total de 3,6 M\$ versés en subvention :

- 227 projets (224 municipalités locales pour des projets d'élaboration de leur politique familiale; 3 de ces municipalités ont également été soutenues financièrement pour la mise à jour de leur politique familiale;
- 21 projets de MRC représentant 220 municipalités locales;
- 100 % des municipalités de 100 000 habitants et plus sont rejointes;
- 90 % des municipalités de 50 000 à 99 999 habitants sont rejointes;
- 6 millions d'habitants rejoints sur une population totale de 7,5 millions;
- 79,6 % de couverture auprès de la population totale du Québec.

Année financière	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Nombre de projets
Nombre de municipalités-et de MRC qui ont obtenu une subvention	59	17	27	57	38	50	248
Montant total versé en subvention aux municipalités et aux MRC	957 857 \$	372 900 \$	295 305 \$	686 070 \$	703 445 \$	559 522\$	3 575 099 \$

Un montant de 646 458 \$ a été versé au Carrefour action municipale et famille (CAMF) pour l'accompagnement de démarrage offert à ces municipalités et ces MRC.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action
intersectorielle - 2008-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP22

Titre

Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatifs à la politique familiale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas eu de rencontre de la Table Québec-municipalités (TQM) relative à la politique familiale.

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques - 2008-04-07

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP23

Titre

Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'ententes spécifiques.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2007-2008, le Ministère a conclu des ententes administratives avec chacune des CRE pour la réalisation de plans régionaux d'accessibilité aux services de garde. Une somme de 490 000 \$ a été affectée à ces ententes.
- Il a participé au financement de deux ententes spécifiques, en collaboration avec d'autres partenaires :
 - Un montant de 25 000 \$ a été accordé, pour une deuxième année, à la CRE de l'Estrie sur la mobilisation régionale pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes Estriens;
 - Un montant de 25 000 \$ a été accordé à la CRE de Lanaudière pour la valorisation de l'éducation et lutter contre le décrochage scolaire dans cette région.
- Il a également accordé un soutien financier à deux autres projets régionaux :
 - Un montant de 50 000 \$ a été accordé à la CRE de Montréal pour soutenir les travaux du Comité régional de la famille dont le mandat est d'identifier des priorités régionales pour les familles et de proposer des moyens d'action;
 - Un montant de 40 000 \$ a été accordé à la CRE de Chaudière-Appalaches pour la réalisation d'une étude sur les besoins des familles en matière de conciliation travail-famille-études qui servira à confectionner un plan d'action régional et des plans d'action locaux en vue de répondre à ces besoins.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle
2008-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP24

Titre

Copies de tous documents, notes, rapports, états de situation, procès-verbaux, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres et liste des travaux menant à la mise en œuvre d'une politique de conciliation travail-famille

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les documents suivants sont disponibles sur demande. Ils sont aussi disponibles sur le site Internet du MFA.

Document de consultation *Vers une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille* (2004).

Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendue publique en décembre 2006).

Plan d'action gouvernemental 2007-2010 *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendu public en décembre 2006).

Contrat octroyé au Bureau de normalisation du Québec pour le développement d'une norme consensuelle en matière de conciliation travail-famille.

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques – 2008-04-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP25

Titre

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme prime au travail par région pour les groupes suivants :

- A) Personne vivant seule
- B) Couple
- C) Famille monoparentale
- D) Famille biparentale
- E) Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
- F) Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La dépense fiscale liée à cette mesure est estimée à 355 M\$ en 2006 et de 356 M\$ en 2007.

La prime au travail est gérée par le ministère du Revenu du Québec et le ministère des Finances du Québec est responsable de la mesure comme l'ensemble des mesures fiscales.

Toute ventilation des budgets devra être demandée aux ministères responsables des mesures.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP26

Titre

Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.

Exposé et statistiques

Année	Nombre de garderies non subventionnées	Nombre de places en garderies non subventionnées
2002-2003	37	1 620
2003-2004	44	1 907
2004-2005	59	2 457
2005-2006	78	3 487
2006-2007	103	4 538
2007-2008	105	4 751

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

028

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP27

Titre

État de situation sur le financement global des immobilisations.

Résumé du Programme

Le programme de financement global des immobilisations (PFGI) fournit aux CPE, sous forme de prêts, les ressources nécessaires pour réaliser des projets d'immobilisation à des conditions avantageuses. Le remboursement de l'emprunt, capital et intérêts, est couvert par la Subvention pour le financement global des immobilisations. Le CPE obtient son financement sous la forme d'un prêt intérimaire à décaissements progressifs qui est converti en prêt à terme lorsque le projet est complété. Le CPE désirant participer au programme doit signer une entente avec le Ministère déterminant les obligations réciproques de chacune des parties.

Historique

Le PFGI a été mis sur pied pour l'année financière 2002-2003. Le 21 décembre 2004, à la suite d'un appel d'offres, le Ministère a signé une entente avec la Banque Nationale du Canada. Le Ministère a renégocié cette entente X pour augmenter le volume de financement de 75 M\$ destinés à permettre notamment de financer les changements d'emplacement de CPE ou les travaux majeurs urgents et nécessaires.

Transfert des prêts de la CHQ vers la BNC

L'entente avec la Banque Nationale du Canada a déclenché une vaste opération de transfert, vers cette institution financière, des prêts que les CPE avaient avec la CHQ. Au 31 mars 2008, il restait 3 prêts à transférer.

Nombre de projets financés et niveau des prêts

En date du 31 mars 2008, 357 projets en cours de réalisation bénéficient du PFGI pour une valeur totale de projets autorisés de 260,6 M\$ et la valeur des décaissements totalise 245,7 M\$. La très grande majorité des projets financés a permis d'augmenter le nombre de places en CPE. Toutefois, environ 22,6 % de l'argent investi dans le programme a permis le changement d'emplacement de CPE ou des travaux majeurs urgents et nécessaires.

Au 31 mars 2008, 276 projets totalisant un investissement de 188,4 M\$ étaient complétés. Le Ministère a commencé à rembourser la dette sur ces projets le 1^{er} décembre 2005.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 1^{er} avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION :